AVIS D'APPEL PUBLIC A CONCURRENCE

Identification de l'organisme qui	Communauté de communes de Petite
passe le marché	Camargue
Objet du marché	Mission d'AMO pour la définition du système d'endiguement sur le territoire de la Communauté de communes de Petite Camargue.
	Les missions confiées à l'AMO seront déclinées en quatre phases et consistent globalement à :
	 Phase 1: appréhender le contexte hydraulique du bassin versant du Vistre et les enjeux potentiellement exposés aux inondations à l'arrière des ouvrages, mobiliser l'ensemble des données disponibles sur les ouvrages ayant un rôle hydraulique au sens du décret de 2015, identifier les systèmes d'endiguement et les études de dangers à réaliser avec leur niveau de complexité, puis identifier les études ou données élémentaires à réaliser/acquérir, Phase 2: rédiger les CCTP correspondants aux futures études de dangers, Phase 3: accompagner le maître d'ouvrage pour préparer la passation des marchés associés. Phase 4: suivi technique.
Procédure de passation	Marché à procédure adaptée ouverte Le présent marché est soumis aux dispositions des articles L2123-1, L2422-2 et R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique
Lieu d'exécution	VAUVERT
Délais	Les prestations du marché démarreront à compter de la notification de l'acte d'engagement valant démarrage de la mission jusqu'à la clôture de l'étude de définition de notre système d'endiguement, matérialisée par l'obtention de l'autorisation de notre système d'endiguement par arrêté préfectoral.
Nombre et consistance des lots	Marché unique
Critères de jugement des offres	Prix des prestations à 40% Valeur technique à 40 %
	Délais de réalisation à 20 %
Date limite de remise des offres Lieu ou retirer le dossier de	Mercredi 20/11/2019 - 11h30
consultation et renseignements	Le dossier est uniquement téléchargeable sur le site : https://webmarche.adullact.org

Justificatifs à produire

Pièces de l'offre:

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) à compléter (y annexer un RIB et le pouvoir de la personne habilitée à engager la société);
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Un mémoire technique qui déterminera comment le candidat envisage l'exécution de la prestation. Elle comportera:
- La composition de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations (CV détaillés et expériences) et le rôle de chacun;
- Les références de l'équipe pour des prestations similaires à l'objet du marché ;
- la méthodologie de travail proposée et détaillée pour la réalisation de la prestation en précisant le nombre de réunions et leur fréquence;
- le planning détaillé par phase.

Pièces administratives :

Chaque candidat aura à produire, <u>pour lui-même</u>, <u>ses co-traitants et sous-traitants éventuels</u>, un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Lettre de candidature (DC1) et déclaration du candidat (DC2)
- Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat et en cas de groupement d'entreprises, le pouvoir donné au mandataire par les co-traitants pour la présentation de la candidature et de l'offre;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels en cours de validité;
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet;

	·
	 Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de service de même nature que celle du marché; Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat, et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années.
Renseignements d'ordre	Pour obtenir tous les renseignements complémentaires
administratif et /ou technique	qui leur seraient nécessaires les candidats devront faire parvenir au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres, une demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : https://webmarche.adullact.org Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 2 jours au plus tard avant la date
	limite de réception des offres.
Adresse où les offres doivent être remises	Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : https://webmarche.adullact.org
Délai de validité des offres	120 jours ; les offres seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnée d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en euro.
Mode de transmission retenue	Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : https://webmarche.adullact.org
Date d'envoi du présent avis à la publication	Mardi 22 octobre 2019
Instance chargée des procédures	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NIMES
de recours	16 avenue Feuchères
Service auprès duquel des	30941 NÎMES cedex 09
renseignements peuvent être	FRANCE
obtenus concernant l'introduction	e-mail : greffe.ta-nimes@juradm.fr
des recours	• Tél. : 04.66.27.37.00
	• Fax: 04.66.36.27.86
	URL : http://www.ta-nimes.juradm.fr